NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'ÉTINCELLE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
Paris 11e-20e

Mardi 18 octobre 2022

L'HEURE DE LA REVANCHE !

Mardi 18 octobre, nous étions appelés à la grève par des directions syndicales, dont celle de la CGT, qui ont compris que notre colère débordait. Trop c'est trop de la part de Macron et ses amis patrons, qui se font un pognon de dingue, mais ont décidé de réquisitionner des grévistes des raffineries, en lutte depuis plusieurs semaines. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

L'annonce de cette atteinte au droit de grève que sont les réquisitions, chez TotalEnergies ou Esso, a, du jour au lendemain, changé l'ambiance. Du coup, loin d'être une traditionnelle journée d'action et de grève, ce 18 octobre pourrait bien sonner le début de la revanche. Le début de l'offensive générale du monde du travail, pour rendre enfin les coups.

Les pompes sont vides, mais la coupe est pleine !

Réquisitionner des grévistes qui exigent que leurs salaires suivent l'inflation, et rattrapent des années de retard, Macron l'a osé. Mais il s'est planté ! Il fallait oser défendre une entreprise qui a doublé ses bénéfices en profitant de la crise, avec 18 milliards de dollars au 1er trimestre 2022, dont le PDG s'est augmenté de 52 % en un an et a empoché près de 6

millions d'euros en 2021. En réponse aux calomnies répandues dans les médias sur le montant des salaires versés chez Total (qui sont loin d'être faramineux), des opérateurs ont posté leurs fiches de paie sur les réseaux sociaux, mentionné leur rythme en 3×8 et la pénibilité de leur travail, pour assurer la continuité de l'activité la nuit, les week-ends et les jours fériés. La ficelle était un peu grosse, et la tentative de division n'a pas marché. La solidarité à l'égard de leur grève est grande, malgré les queues aux stations-service.

Les grévistes des raffineries sont aux avant-postes de notre colère

Ils prennent le relais de nombreuses grèves pour les salaires qui ont déjà marqué la fin du printemps et l'été, et auxquelles d'autres grèves s'ajoutent. D'ores et déjà, la grève s'est étendue aux dépôts portuaires de Fos, Le Havre, Dunkerque, à des centrales nucléaires. Des débrayages pour les salaires sont organisés sur les usines du groupe PSA-Stellantis depuis plus d'un mois, à Safran dans l'aéronautique aussi. Le mouvement touche le secteur privé, et on se prépare aussi dans les services publics, SNCF, RATP, enseignants. Nous avons tous besoin d'au moins 400 euros net de plus par mois, pas de salaires ou pensions inférieurs à 2 000 euros net, et leur indexation sur le coût de la vie. Il en va du droit de vivre et de faire vivre nos familles. Et ras-le-bol aussi des projets de repousser l'âge du départ à la retraite, réduire les pensions ou diminuer encore l'indemnisation du chômage.

Eh oui, les grèves, ça bloque !

Le ministre Gabriel Attal a dénoncé « *quelques syndicalistes* [qui] *donnent l'impression de s'asseoir sur les intérêts de millions de Français* » ! Il découvre que des raffineurs qui font grève, des cheminots qui font grève, ça bloque ! Eh oui, les grèves grippent la machine à produire des profits. C'est notre arme, à nous toutes et tous qui produisons les richesses de cette société, pour bloquer leur société d'exploitation capitaliste, qui ne tourne que pour les intérêts des plus riches. Et qui tourne de plus en plus mal.

Tous les jours, nous constatons que le gouvernement et le patronat sont incapables de faire fonctionner correctement les hôpitaux et les écoles, incapables de faire rouler suffisamment de bus et de trains, à cause d'effectifs toujours rognés. Leur recherche de profits dans tous les domaines nous pourrit la vie.

Tous ensemble

L'importante participation aux manifestations de mardi, mais aussi à la marche de dimanche contre la vie chère, est un signe de la colère qui monte. Les grévistes des raffineries ne sont pas que les porte-paroles de notre colère, nous devons les rejoindre, aller tous ensemble vers un mouvement qui se généralise, auquel nous devons participer activement, en nous organisant nous-mêmes. Oui, c'est l'heure de la revanche.

Postiers en manifestation

Mardi, nous étions un bon petit cortège de postiers à la manifestation, contents de nous retrouver nombreux avec d'autres travailleurs de la SNCF, d'EDF, de travailleurs sociaux (en grève depuis 14 jours à Paris) et bien d'autres.

La question des salaires, c'est vital pour nous. Face aux bénéfices scandaleux des grands groupes comme La Poste, la meilleure manière de taxer ces profits en faveur des travailleurs, c'est la lutte de tous pour une augmentation de 400 euros par mois.

Une mauvaise foi inacceptable

Sur le secteur Belleville du plateau 11 nous avons été informés ce lundi que nous devions faire la sécable toute la semaine. Les deux tournées rajoutées pour compenser (un peu) le fait qu'il n'y a pas d'îlot sauteraient !

Quel culot ! Nous nous fatiguerions encore plus alors que la direction a avoué qu'il n'y a pas d'îlot car celui qu'elle avait trouvé était trop cher pour elle ?

Qu'elle embauche deux facteurs supplémentaires ! Pas question que La Poste nous surcharge et nuise gravement à notre santé.

À bas les désorganisations

Au lieu de nous annoncer de vraies augmentations de salaire, la direction a organisé ce lundi une réunion, pour discuter de quoi ? Devinette : de la prochaine « réorg » du plateau 11 !

Elle veut remettre ça pour 2023 : les quartiers encore rallongés, des emplois et des jours de repos supprimés pour augmenter les bénéfices de La Poste.

Alors que la colère sociale s'exprime, La Poste ne sait rien faire d'autre que nous servir des restructurations tous les deux ans.

Il faut que notre colère lui explose au nez.

L'arbre qui cache la forêt

Dans les médias, La Poste annonce fièrement que 2022 aura été une année de recrutement. Il resterait 1 000 facteurs à embaucher en CDI sur les 3 200 prévus.

Ce que La Poste n'annonce pas, ce sont les 30 000 emplois qu'elle a supprimés en quatre ans. De 203 000 postiers (hors filiales) que nous étions en 2018, nous ne sommes plus que 172 000.

À bout de bras ?

L'ascenseur qui monte de la rue des Pyrénées à la cantine est encore en panne pour dix jours. À chaque fois, les collègues sont obligés de monter la marchandise sur trois étages.

La réparation serait bien plus rapide si c'était la direction qui devait tout porter…

Merci pour la collecte

La collecte de soutien au tract *L'Étincelle* organisée il y a quinze jours a rapporté 60 euros. Merci à tous les collègues pour ce soutien !

En Iran, la révolte se poursuit

Depuis un mois, et malgré la répression, la révolte qui veut la peau du régime, la liberté pour les femmes et dénonce la vie chère ne désemplit pas. Des grévistes, notamment dans les raffineries, ont rejoint le mouvement et les facs sont toujours fermées… sauf pour les assemblées générales. Un exemple et un espoir !

Leçon d'éducation civique grandeur nature

Face aux lycéens de Nanterre qui avaient organisé un blocage pacifique de leur lycée pour protester contre la mutation forcée d'un de leur prof et la suppression de l'aide aux devoirs, les flics sont intervenus violemment, à coups de gazage et flash-ball. Quatorze jeunes ont été placés en garde à vue, la plupart pour 48 heures, et trois passeront devant le juge pour violences aggravées. Voilà une bien belle leçon sur la démocratie à la Macron.

Face au patronat, les grévistes d'Arkema ne se laissent pas intimider !

Pendant quatre semaines, les travailleurs d'Arkema Pierre-Bénite, une usine de la chimie au sud de Lyon, étaient en grève pour une hausse des salaires de 200 euros accompagnée d'une prime de 6 000 euros.

Pour les faire taire, la direction a utilisé tous les moyens disponibles. Y compris dans l'illégalité : comme du chômage technique pour tout le site, mais non payé ! Et elle a assigné en justice douze grévistes.

Mais la détermination de la grève l'a obligée à retirer ses sanctions. Le mouvement est pour l'instant suspendu, mais le recul de la direction a de quoi donner du courage pour la suite !

Macron s'en prend aussi à l'assurance chômage

Avec le texte adopté à l'Assemblée le 11 octobre, un salarié considéré en « abandon de poste » sera désormais privé de tout droit au chômage. Et tant pis s'il y a des boulots où les conditions de travail sont rendues si insupportables qu'il n'est pas question de les accepter. C'est un des volets de plus d'une réforme qui n'a qu'un but : restreindre l'accès à l'indemnisation chômage. Une attaque contre tous les travailleurs, à ne pas laisser passer !

www.convergencesrevolutionnaires.org
@npaetincelle
@convergencesrevolutionnaires

Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie publique.